



PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Préfecture de la Loire-Atlantique
Direction de la coordination
des politiques publiques et de l'appui territorial
Bureau des procédures environnementales et foncières
Arrêté de mise en demeure n° 2018/ICPE/274
Société SIDES à Saint-Nazaire

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE LOIRE-ATLANTIQUE CHARGE DE L'ADMINISTRATION DE L'ETAT DANS LE DÉPARTEMENT

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral délivré le 14 mars 1996 à la société SIDES pour l'exploitation d'une usine de fabrication de véhicules de lutte contre l'incendie et de secours situé sur le territoire de la commune de St-Nazaire, 182 rue de Trignac soumis à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique n°2565 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé qui dispose : « L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. » ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 19 octobre 2018 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite en date du 10 octobre 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'exploitation d'une installation de traitement de surfaces soumise à autorisation sous la rubrique n°2515 de la nomenclature des ICPE ;
- l'absence de dispositif de confinement de l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, pour ces installations, en application de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 ;
- cette disposition est applicable aux installations existantes au 1^{er} octobre 2007, en application de l'article 42 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 ;

Considérant qu'en l'absence de dispositif de confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, le risque de pollution de l'environnement (que ce soit au niveau des sols ou des eaux) n'est pas écarté ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SIDES de respecter les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique ;

ARRETE

Article 1 – La société SIDES, exploitant une usine de fabrication de véhicules de lutte contre l'incendie et de secours entrepôt couvert de matières combustibles situé sur le territoire de la commune de St-Nazaire, 182 rue de Trignac est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, en mettant en place un dispositif de confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, pour les installations de traitement de surfaces, dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées :

- un descriptif de la solution retenue dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- un descriptif des travaux prévus et l'échéancier de réalisation de ces travaux dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1 à l'expiration du délai.

Article 3 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet d'un recours par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement.

Elle peut faire l'objet par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'environnement (246 boulevard Saint-Germain 75 007 Paris)), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Île Gloriette 44 041 Nantes Cedex), soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique, la sous-préfète de Saint-Nazaire, le maire de Saint-Nazaire et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le **26 NOV. 2018**

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'État dans le département,



Serge BOULANGER

